

Une tragédie appelée Cachemire

lundi 31 octobre 2005, par [MEHDI Feroz](#) (Date de rédaction antérieure : 29 octobre 2005).

Sommaire

- [Une crise aggravée](#)
- [Un mouvement pour la paix](#)
- [Séisme aux dimensions politiqu](#)
- [« Deuxième catastrophe »](#)

Le 8 octobre, un puissant tremblement de terre frappait l'Asie du Sud et particulièrement un coin de terre marqué par l'histoire et le drame : le Cachemire. L'ensemble de ce territoire a été durement atteint, mais c'est dans la partie pakistanaise du Cachemire que les dégâts ont été les plus terribles, avec plus de 50 000 morts et plus d'un million de personnes qui ont perdu jusqu'à leur maison. L'hiver approchant, on peut imaginer les conséquences à venir pour cette région située au pied de l'Himalaya.

En 1947, lors de la partition entre l'Inde et le Pakistan, le Cachemire est l'épicentre d'une terrible tragédie. L'Inde occupe alors ce qui deviendra l'État de Jammu-et-Cachemire. De son côté, le Pakistan s'empare du Cachemire Azad (indépendant) qui est en fait une région administrative du pays. La frontière entre les deux Cachemires est alors qualifiée par les parties belligérantes de « ligne de contrôle », ce qui signifie que ni l'un ni l'autre ne reconnaît la démarcation. Pour tout un chacun, et surtout pour les Kashmiris, la partition est une catastrophe.

Pendant la période de l'occupation britannique, qui dura une centaine d'années, le « grand jeu » de Londres a été de manipuler les tensions communautaires et religieuses, une sorte de divide and rule permettant la perpétuation de l'Empire. Par la suite, dans les négociations conduisant au retrait britannique et à l'indépendance, les représentants du Raj, c'est-à-dire de l'Empire britannique, s'efforcèrent d'aggraver ces tensions et de provoquer l'émiettement du territoire.

L'Empire laissa le choix aux 562 micro États de demeurer indépendants ou non. Mais dans la presque totalité des cas, sous la pression populaire, ils ont plutôt été intégrés à l'Inde. L'État du Cachemire connut cependant une histoire différente. Alors sous la gouverne du maharaja hindou, Hari Singh, les populations hindoue et musulmane vivaient une coexistence tranquille et aspiraient à un statut particulier, sinon à l'indépendance. Malheureusement, situé à cheval sur la frontière entre le Pakistan, l'Inde et la Chine, le Cachemire constituait un territoire à conquérir, tant pour le Pakistan qui réclamait le Cachemire en raison de sa majorité musulmane, que pour l'Inde, soucieux de préserver son image de démocratie multiconfessionnelle et séculière.

En fait, tout cela a abouti à une vulgaire lutte de pouvoir et d'influence, et trois mois seulement après le retrait des Britanniques, les armées pakistanaïses et indiennes s'affrontaient dans ce qui devint le premier épisode d'une guerre qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Des affrontements subséquents (1965, 1971) n'ont jamais réglé le contentieux et ont presque mené à un affrontement nucléaire en 1999. Les Kashmiris, pendant ce temps, sont devenus des pions d'une confrontation lourde d'implications géopolitiques. Cette contrée d'une beauté exceptionnelle est ainsi devenue une « vallée de larmes ».

Une crise aggravée

En 1989, les Kashmiris, du côté indien, ont mis en place un mouvement civil et pacifique réclamant l'autodétermination. Mais au lieu de négocier, le gouvernement indien s'est empressé d'accentuer la répression, réduisant les revendications kashmiries à de simples manœuvres du Pakistan. Il est vrai par ailleurs qu'Islamabad a tenté d'instrumentaliser le mouvement national kashmiri en le militarisant pour déstabiliser son éternel rival. La situation s'est aggravée au tournant des années 1990, lorsque le Pakistan, alors le grand allié des États-Unis dans la région, s'est lancé à la conquête de l'Afghanistan avec ses alliés taliban. Une partie des djihadistes formés au Pakistan s'est à ce moment tournée vers le Cachemire pour « libérer » ce « territoire islamique ».

À bien des occasions, la population s'est retrouvée entre deux feux, les djihadistes d'un côté, l'armée indienne de l'autre. Et ce sont surtout les civils qui ont écopé. On dit au Cachemire qu'il n'y a pas une seule famille qui n'a pas perdu un père ou un frère dans cette dérive.

Un mouvement pour la paix

L'atmosphère survoltée qui sévit dans cette partie du monde ne laisse pas beaucoup de place pour la négociation et la raison. Néanmoins, des militants pacifistes de l'Inde, du Pakistan et du Cachemire ont réussi à se faufiler. Au début, ils ont simplement organisé des rencontres transfrontalières : le simple fait de se déplacer à travers les lignes de démarcation les plus militarisées du monde était une manière de marquer sa dissidence. Par la suite, ce mouvement a pris forme sous l'égide du Forum indopakistanaï pour la paix et la démocratie, une initiative commune d'intellectuels et de militants pacifistes pour à la fois promouvoir la paix et défendre les droits humains, notamment au Cachemire où l'état d'urgence décrété par le gouvernement indien a conduit à de nombreux abus. De fil en aiguille, ce mouvement a réussi à faire avancer l'idée qu'il y avait une façon autre de résoudre le problème du Cachemire que par la guerre et la répression, surtout du côté indien. En partie à cause des pressions populaires, la situation s'est un peu apaisée durant la dernière période. Mais le changement de cap à Washington a eu aussi un grand impact. Depuis septembre 2001, les États-Unis ont déclaré la guerre aux djihadistes, à commencer par les taliban. Le Pakistan, qui en avait été le géniteur, s'est trouvé durement interpellé. Les militaires qui contrôlent le pays avec le général Musharraf ont rapidement retourné leur veste, mais sans totalement rassurer Washington qui tente maintenant de construire une nouvelle alliance « stratégique » avec l'Inde. Ce déplacement des « plaques tectoniques » sur le plan géopolitique n'est pas sans conséquences au Cachemire. Les groupes armés par le Pakistan sont maintenant sur la brèche. Ce qui ne veut pas dire que la population est satisfaite du statut actuel où la gouvernance de l'Inde est perçue comme trop pesante. Entre-temps au moins, l'Inde et le Pakistan sont sur le mode de l'apaisement et de la négociation ; les frontières se sont partiellement rouvertes.

Séisme aux dimensions politiques

Tout le monde a vu l'impact dévastateur du tremblement de terre au début d'octobre. Les trois plus grands centres urbains du Cachemire pakistanais, Muzaffarabad, Gilgit et Rawlakot ont pratiquement été détruits. On commence aussi à constater l'ampleur de la désorganisation. Des centaines de milliers de personnes dans la partie pakistanaise du Cachemire sont abandonnées à leur sort (voir le commentaire de Tariq Ali, en page 4).

Compte tenu de cette situation, le Forum indopakistanaï a fait pression pour que la frontière entre l'Inde et le Pakistan soit davantage perméable, surtout pour permettre aux Kashmiris, qui ont très

souvent des familles des deux cotés, de s'entraider. Un appel en ce sens a été lancé à Delhi le 16 octobre par le Forum. Son secrétaire général, Tapan Bose, appuyé par des anciens responsables administratifs du Cachemire indien, affirme que l'Inde devrait permettre le libre accès au Cachemire pakistanais. Lors d'une visite sur le terrain, une délégation du Forum a pu constater la catastrophe qui s'annonce à l'approche de l'hiver. L'aide arrive au compte-goutte et les populations continuent de s'accrocher à leurs maisons en ruine, de peur d'abandonner les membres de leurs familles restés emprisonnés sous les décombres.

« Deuxième catastrophe »

En dépit de la présence massive de l'armée, ce sont surtout les associations locales qui réussissent à aider les gens. Une organisation non gouvernementale (ONG) indienne, le Peoples' Science Institute, est sur place pour assister la reconstruction des maisons selon des normes qui permettent une meilleure résistance aux tremblements de terre, à partir de techniques qu'ils ont déjà expérimentées ailleurs en Inde. À Srinagar, capitale du Cachemire indien, la Coalition des organisations de la société civile du Jammu-et-Cachemire s'active à mobiliser la population en faveur des régions les plus durement affectées.

Trop souvent ignorées des agences des Nations unies et des gouvernements donateurs, ces ONG locales sont sur la première ligne tant pour sauver des vies que pour défendre les droits des gens qui sont souvent brimés en ces périodes de catastrophes. Selon le Forum, le gouvernement indien offre des « compensations » aux familles sans abri qui sont « ridiculement minimes et largement en dessous du coût réel des maisons détruites ». Des négociations sont en cours, mais les associations estiment qu'il faudra beaucoup de pression et de résistance pour éviter une « deuxième catastrophe » sociale et humaine, qui s'annonce déjà aux lendemains du 8 octobre.

P.-S.

* Publié sur le site d'Alternatives Canada.